

Qualité des institutions et croissance économique : Quelles articulations ? Une analyse théorique et empirique

Quality of institutions and economic growth: What joints? A theoretical and empirical analysis

Bennaceur OUTHAMI, (Doctorant)

*Faculté des sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi
Université Mohamed V de Rabat, Maroc*

Driss MAFAMANE, (Enseignant chercheur)

*Faculté des sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi
Université Mohamed V de Rabat, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Souissi, Université Mohammed V Rabat (Maroc) Code Postal : 6430 Tel : 00212 5 37 67 17 19. Fax : 00212 5 37 67 17 19.
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	OUTHAMI, B., & MAFAMANE, D. (2023). Qualité des institutions et croissance économique : Quelles articulations ? Une analyse théorique et empirique. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-1), 305-325. https://doi.org/10.5281/zenodo.10414539
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: November 17, 2023

Accepted: December 19, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 4, Issue 6-1 (2023)

Qualité des institutions et croissance économique : Quelles articulations ? Une analyse théorique et empirique.

Résumé :

Depuis longtemps, les théories économiques ont principalement attribué la relance économique à des facteurs directs et purement économiques tels que l'investissement, la consommation, l'épargne, l'exportation, la technologie...etc. Toutefois, l'échec des politiques de relance dans des contextes de sous-développement remet en question cette approche. Face à cet échec, une réflexion profonde surgit quant à la portée réelle et à l'efficacité des facteurs directs dans l'impulsion de la croissance économique dans ces contextes. Il devient donc impératif d'analyser si d'autres éléments, bien que moins évidents, mais d'importance équivalente, pourraient influencer le développement économique de ces pays. Durant ces six dernières décennies, les recherches et les modèles théoriques développés sont obnubilés par la relation entre le capital humain et la croissance économique Mincer (1958), Schultz (1961) et Becker (1962 ; 1964), mais, l'étude de l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique est à un stade embryonnaire et demeure encore à l'horizon inatteignable. Pour ces raisons, le but de ce travail de recherche est de confronter les différents points de vue pour mener une exploration théorique et empirique qui nous permettra d'établir un cadre conceptuel relatif à la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique.

Mots clés : Qualité institutionnelle ; Croissance économique ; Capital humain ; Éducation ; Santé.

Classification JEL: O43; O47; J24; I20; I10.

Type de l'article : Article théorique

Abstract :

For a long time, economic theories have mainly attributed economic recovery to direct and purely economic factors such as investment, consumption, savings, exports, technology, etc. However, the failure of recovery policies in underdeveloped contexts calls this approach into question. Faced with this failure, deep reflection emerges as to the real scope and effectiveness of the direct factors in driving economic growth in these contexts. It is therefore imperative to analyze whether other factors, although less obvious but of equal importance, could influence the economic development of these countries. Over the past six decades, research and theoretical models have been overshadowed by the relationship between human capital and economic growth. Mincer (1958), Schultz (1961), and Becker (1962; 1964), but the study of the impact of institutional quality on economic growth is at an embryonic stage and is still at an unattainable horizon. For these reasons, the aim of this research work is to confront different points of view and conduct a theoretical and empirical exploration that will enable us to establish a conceptual framework relating to the relationship between the quality of institutions and economic growth.

Keywords: Institutional Quality; Economic Growth; Human Capital; Education; Health.

JEL Classification: 043; 047; J24; I20; I10.

Paper type : Theoretical Research

1. Introduction

Dans un contexte en perpétuelle mutation, l'objectif de tout pays développé ou en développement est d'atteindre un haut niveau de la croissance économique à travers une manipulation optimale des politiques macroéconomiques (Ngo & Nguyen, 2020). Les discussions sur la réalisation de ces objectifs ne sont pas récentes, elles ont été au centre des préoccupations des différents courants économiques.

La théorie économique classique, représentée par des figures emblématiques telles qu'Adam Smith (1723-1790), Thomas Malthus (1766-1834), et David Ricardo (1772-1823) ...etc, a longtemps été la base de la compréhension de la croissance. Ces penseurs mettaient en lumière l'importance fondamentale de l'accumulation de capital, de l'efficacité du marché, de l'investissement et de la spécialisation, considérant ces éléments comme des moteurs essentiels de la croissance économique.

Cependant, cette théorie a subi une transformation majeure avec l'avènement de la théorie néo-classique au XXe siècle. L'un des aspects de ce changement est le modèle de Solow, développé dans les années 1950 par l'économiste Robert Solow. Ce modèle était initialement axé sur le rôle de l'accumulation du capital, la croissance de la population et le progrès technologique [R. M. Solow 1956]. Toutefois, il n'était pas statique, au début de l'année 1992, il a été considérablement élargi par Gregory Mankiw, David Romer et David Weil. En effet, les recherches menées par ces économistes ont abouti au développement d'un nouveau modèle appelé « Modèle de Solow Augmenté ». Ils y ont intégré le concept de capital humain pour fournir un cadre plus large pour comprendre la croissance économique.

D'un autre côté, la progression vers le modèle de la croissance endogène a marqué une autre étape importante dans le développement de la théorie économique. Grâce aux contributions de penseurs éminents tels que Robert Lucas (1988), Paul Romer (1990), et Robert Barro (1995), ce modèle a contribué à une meilleure compréhension de la dynamique de l'économie. Il met l'accent sur les facteurs qui sont intérieurs au processus économique, tels que l'investissement dans le capital humain, l'innovation technologique et l'acquisition de connaissances.

L'ensemble de ces théories se sont réunies pour construire une base solide et multidimensionnelle, ce qui a permis une analyse approfondie des divers aspects et des moteurs de la croissance économique dans le monde entier.

En revanche, l'apparition des disparités entre certains pays au fil du temps et le déclin de certains autres ont incité les chercheurs à repenser leurs approches traditionnelles dans l'explication de la croissance. Ce changement de paradigme a conduit à l'émergence de nouvelles théories cherchant à mieux appréhender la complexité de la dynamique économique.

L'analyse économique a commencé à reconnaître l'importance des institutions à partir des recherches menées par Williamson (1989), North (1990), Knack et Keefer en 1995, ainsi que par Hall et Jones en 1999, et a été davantage approfondie par les travaux d'Acemoglu, Johnson et Robinson en 2001. Pour mieux appréhender ce concept, commençons par définir le terme « institutions » tel qu'il est admis dans la littérature. Douglass North, lauréat du prix Nobel d'économie en 1993, les décrit comme « les règles qui régissent une société, ou de manière plus formelle, les contraintes conçues par l'homme qui influencent les interactions humaines ». De leur côté, Daron Acemoglu et al. (2005) en suivant la même logique que celle de D. North, définissent les caractéristiques des « bonnes » institutions. En effet, selon eux, trois critères doivent être respectés pour que ces institutions soient considérées comme efficaces. Elles doivent permettre la protection des droits de propriété, limiter le pouvoir des élites et de ceux qui ont le pouvoir quelle que soit sa nature et promouvoir l'égalité des chances entre les individus. (Martial Foucault 2010).

Par la suite, plusieurs études approfondies se sont attelées à comprendre les causes sous-

jaçentes des disparités marquées dans divers domaines, tels que le développement économique, le bien-être social et le progrès technologique (Ijaz Uddin et al. 2023; Sali, 2022; Tran et al. 2021; Abubakar, 2020; Siddiqui et al. 2019; Ketterer et al. 2018; Iheonu et al. 2017; Kovač, 2016; Fakher, 2014; Berggren et al. 2012; Valeriani et al. 2011; Acemoglu, 2010; Rodrik, 2004). Leurs résultats ont révélé que les différences internationales sont en grande partie dues à des différences de qualité du tissu institutionnel. En effet, ils ont mis en évidence trois conclusions fondamentales :

- ✓ La détérioration des indicateurs institutionnels constitue un obstacle majeur à la croissance durable et à l'efficacité des réformes économiques.
- ✓ L'instabilité institutionnelle entrave la croissance économique en augmentant les coûts de transaction et l'incertitude, en particulier dans les pays en développement.
- ✓ Pour maximiser les rendements économiques des investissements dans les infrastructures, il est fondamental d'améliorer la qualité des institutions grâce à des cadres tels que la démocratie, la transparence, la lutte contre la corruption et la protection des droits de propriété.

Bien que la littérature regorge de théories sur l'effet des institutions sur la croissance économique, aucun consensus clair n'a été atteint, simplement en raison du manque de preuves empiriques crédibles (Radzeviča et Bulderberga, 2018). Dias et Tebaldi (2012) et Acemoglu et al. (2015) n'ont pas trouvé de relation entre les institutions et la croissance économique. Barro (1996) a identifié une relation non linéaire entre la croissance économique et la démocratie. En effet, cette dernière peut à la fois stimuler et freiner la croissance économique au-delà d'un certain seuil. Law et al. (2013) ont supposé qu'il existe un seuil institutionnel pour une croissance économique optimale, ce qui est préoccupant pour les études ultérieures. Ouoba et Sawadogo (2019), Ndjokou et Tsopmo (2017) et Marakbi et Turcu (2016) ont étudié le rôle des institutions et ont conclu qu'il existe un seuil des institutions affectant la croissance économique. D'autre part, Chong (2020) a trouvé une relation non linéaire entre la qualité institutionnelle et la croissance économique.

Le manque de crédibilité des résultats provient principalement de l'endogénéité des institutions (Radzeviča et Bulderberga, 2018). Par conséquent, il n'est pas clair si ce sont les institutions de qualité qui entraînent une croissance économique, ou si c'est la croissance économique qui conduit à de meilleures institutions. De plus, les institutions ne peuvent pas être directement observées ou mesurées. À la place, des proxys sont utilisés pour estimer la qualité institutionnelle, ce qui pourrait induire des erreurs de mesure. (Thi Tran et al. 2021).

Cette divergence de perspectives reflète la complexité de la relation entre les institutions et l'économie. C'est dans ce contexte que ce travail de recherche vise, dans le cadre d'une approche institutionnelle, à analyser l'impact du cadre institutionnel sur la croissance économique et à apporter des éléments de réponse à la question suivante :

Dans quelle mesure peut-on s'attendre à ce que les institutions de haute qualité contribuent à renforcer la croissance économique ?

En outre, notre ambition est de confronter les différents points de vue pour mener une exploration théorique et empirique qui nous permettra d'établir un cadre conceptuel relatif à la relation entre la qualité des institutions et l'économie. Par ailleurs, nous nous efforçons également d'identifier les lacunes existantes dans ce contexte afin d'éclaircir les interrogations non résolues par les recherches précédentes, d'ouvrir de nouvelles voies, et d'établir des hypothèses inédites dans le but d'initier de nouvelles études visant à apporter des réponses à toutes les questions ouvertes.

Afin de procéder à un examen approfondi des différents aspects du sujet et répondre à la question centrale, notre étude est structurée en trois principales sections. Nous explorerons, dans une première section, les différentes théories qui ont influencé la compréhension de la croissance économique allant des approches traditionnelles aux plus contemporaines. Ensuite,

la nouvelle économie institutionnelle, qui a marqué un tournant décisif dans l'analyse économique, sera abordée dans une deuxième section. Enfin, nous procéderons, dans une troisième section, à une étude approfondie de la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique, en tirant parti des contributions théoriques et empiriques existantes.

2. Cadre historique et conceptuel des institutions et de la croissance économique.

Les théories économiques soulignent souvent l'importance du capital humain, de la technologique, des infrastructures publiques, des incitations à innover...etc, pour expliquer les écarts de croissance entre les pays (Barro & Sala-i-Martin (1997) ; Barro (1990) et Romer (1990) ; Lucas (1988)). Cependant, ces dernières années, un changement de paradigme a été observé. En effet, l'accent a été, de plus en plus, mis sur les effets de la qualité des institutions et de la gouvernance sur le développement économique. North & Thomas (1973) affirment que les institutions sont à l'origine des disparités de croissance entre les pays. De leur côté, Acemoglu et al. (2005) et FMI (2005), soutiennent que les institutions sont la cause la plus fondamentale de la croissance économique. En élargissant cette perspective, Rodrik (2004) souligne que les institutions ne se limitent pas à exercer une influence directe sur la croissance, mais également, elles impactent d'autres facteurs comme le capital, l'investissement, et l'innovation, qui à leur tour, stimulent la croissance économique. En outre, une gouvernance saine peut encourager l'investissement étranger, renforcer la confiance des consommateurs et des entrepreneurs, et ainsi créer un environnement propice à une croissance soutenue.

2.1. Théories de la croissance économique.

La croissance économique, indicateur clé de la richesse d'un pays, ne dépend pas uniquement des ressources naturelles que ces pays possèdent ou de la quantité de capital matériel dont ils disposent, elle dépend plutôt de sa capacité à innover, à s'adapter et à relever les défis posés par une économie mondiale en constante évolution.

Pour saisir les facteurs qui contribuent à la croissance des nations, il est nécessaire d'explorer les différentes théories qui sous-tendent ce concept. Ainsi, nous examinerons trois courants majeurs qui ont marqué l'évolution de la pensée économique, en commençant par des modèles classiques centrés sur le travail et le capital, en passant par des modèles néoclassiques mettant l'accent sur le progrès technologique et l'innovation, et en arrivant enfin à des approches contemporaines qui tiennent compte d'une variété de facteurs tels que la gouvernance, les institutions...etc.

2.1.1. Théories Classiques.

Adam Smith (1723-1790), Thomas Malthus (1766-1834), et David Ricardo (1772-1823), largement reconnus comme les précurseurs de la théorie économique, ont concentré la plupart de leurs recherches sur l'analyse de la croissance économique.

2.1.1.1. Adam Smith : Division du travail & extension des marchés.

Adam Smith (1723-1790), dans son ouvrage « la richesse des nations » (1776), a posé les bases de l'économie classique et a abordé la question de la croissance économique. Pour lui la relance résulte principalement de l'articulation entre la division du travail et l'expansion des marchés. Cette division renforce la productivité, affine le savoir-faire des travailleurs spécialisés et raccourcit le cycle de production, conduisant ainsi à une baisse des coûts et à une augmentation de la capacité productive. Par ailleurs, l'élargissement des marchés, notamment à travers la libéralisation des échanges, est aussi essentiel pour la croissance, car,

selon Smith, le libre-échange permet aux producteurs de réaliser les économies d'échelle et d'absorber l'excédent de la production.

2.1.1.2. Thomas Malthus : Croissance économique Vs Croissance démographique.

Malthus (1766-1834), avec une vision plutôt pessimiste de l'avenir, avançait que la dynamique entre la croissance exponentielle de la population et l'augmentation arithmétique des ressources disponibles représentait une grave menace pour le futur de l'humanité. En effet, Il anticipait un monde où les ressources, devenues insuffisantes pour subvenir aux besoins d'une population toujours croissante, mèneraient à des situations catastrophiques telles que les épidémies, les guerres, les famines et les maladies à grande échelle. Pour contrer ce scénario, Malthus (1766-1834), préconisait une régulation de la croissance démographique pour éviter une telle issue. Toutefois, sa prédiction ne tenait pas compte d'un élément essentiel : l'innovation technologique qui pourrait renforcer la capacité humaine à répondre aux besoins d'une population en constante évolution.

2.1.1.3. David Ricardo : les avantages comparatifs.

David Ricardo (1772-1823), l'une des figures les plus marquantes de l'économie classique, a attiré l'attention sur le problème de la baisse des rendements agricoles. Selon lui, afin de suivre la croissance de la population et l'exploitation massive des terres les plus fertiles, la société sera obligée de se tourner vers des sols moins productifs, ce qui entraînerait une décroissance des rendements. Cette situation pourrait mener l'économie vers un état stationnaire, qui marquerait le début de la fin de l'expansion économique.

Cependant, Ricardo (1772-1823), contrairement à certaines idées reçues de son époque, était convaincu du rôle positif du progrès scientifique et des effets bénéfiques du commerce sur la croissance économique. En effet, il a été le pionnier du concept d'avantage comparatif, suggérant qu'il serait plus bénéfique pour un pays d'importer certains biens, notamment agricoles, si d'autres pays peuvent les produire de manière plus efficace et économique. Cette théorie a posé les fondements modernes de la compréhension actuelle de l'impact positif du commerce sur la richesse et le bien-être des nations.

D'autre part, le progrès technologique, pour Ricardo (1772-1823), n'était pas seulement un facteur d'expansion, mais aussi un moyen nécessaire d'améliorer la productivité du travail. Il était persuadé que, grâce à l'innovation, certains des défis posés par les rendements décroissants en agriculture pourraient être surmontés.

En somme, bien que Malthus et Ricardo partagent certaines préoccupations quant aux contraintes imposées par la pénurie des terres fertiles, Ricardo est nettement plus optimiste quant au potentiel d'adaptation et de prospérité de l'économie, notamment grâce au commerce et à la technologie. Malthus, d'autre part, est plus pessimiste quant à la résilience économique face aux défis démographiques et à l'insuffisance des ressources.

2.1.2. Modèle de croissance néo-classique : Modèle de Solow.

Le modèle de Solow se distingue principalement par l'importance primordiale qu'il accorde au rôle du progrès technique dans l'expansion d'une économie. En effet, selon ce modèle, trois composantes clés déterminent le développement économique d'un pays : les deux premières concernent la croissance des deux facteurs principaux de la production, à savoir le capital, représenté par l'investissement, et la main-d'œuvre caractérisée par sa quantité de travail disponible. Cependant Solow a démontré que ces facteurs n'expliquent que 20% de la croissance de la production aux Etats-Unis d'Amérique sur le long terme et qu'environ 80% restants est due à un troisième facteur résiduel qu'il a appelé le «progrès technologique». Ce facteur transcende la simple augmentation du capital et du travail et peut être considéré comme le véritable moteur permettant une croissance économique à long terme.

Par la suite, d'autres modèles intégrant le progrès technologique dans l'analyse de la

croissance ont émergé, notamment ceux d'Arrow (1962), Frankel (1962), Uzawa (1965) et Arrow et Kurz (1970). Selon Solow et Swan (1956), le modèle de croissance néoclassique est représenté par une fonction de production agrégée avec des rendements d'échelle constants et une productivité marginale du capital décroissante. Il s'écrit de la manière suivante :

$$Y(t) = F(K(t), A(t), L(t))$$

Où :

K(t) est le stock du capital physique ;

L(t) est la force du travail.

A(t) est l'indice de la technologie, il intègre des compétences, des aptitudes, des connaissances...etc. En effet, ces éléments renforcent la capacité productive de la main-d'œuvre et améliorent l'efficacité globale du travail.

Ce modèle également présenté sous la forme d'une fonction de production agrégée de type Cobb-Douglas s'écrit de la façon suivante :

$$Y(t) = K(t)^\alpha [A(t).L(t)]^{1-\alpha} \quad \text{avec } 0 < \alpha < 1$$

Cette fonction se caractérise par des rendements marginaux décroissants (à mesure que le capital s'accumule, son produit marginal diminue), De plus, lorsque la population et le niveau technologique restent constants, le capital est le seul moteur de la croissance.

Des recherches antérieures ont conclu que le modèle de Solow fournit une description d'un monde économique plus simple dans lequel un seul bien sert à la fois de ressources pour la production et d'objets pour la consommation. Cela démontre que le modèle néoclassique ignore complètement le capital humain en tant que facteur de production, autrement dit, lors de son élaboration, l'idée que le capital humain pouvait augmenter la productivité des autres facteurs n'avait pas encore été reconnue. Pour pallier cette omission, trois économistes éminents, Gregory Mankiw, David Romer et David Weil (1992), ont élaboré le "Modèle Solow-Swan Augmenté". Dans cette version revisitée, ils ont intégré le capital humain, mettant en évidence son rôle prépondérant dans l'expansion économique. Cet événement a complètement remanié la pensée économique en mettant en avant l'importance du capital humain dans l'analyse de la croissance.

2.1.3. Modèle de la croissance endogène.

Les modèles de croissance endogène ont marqué l'avènement de la démonstration de l'importance du capital humain dans la croissance économique. Dans ses travaux, Romer (1990) affirme que le travail ne se limite pas à une simple contribution au processus de production. Il est, en réalité, un moteur crucial du progrès technique. Par conséquent, il est nécessaire d'investir dans le capital humain afin d'accroître la productivité du travail et du capital. Dans cette perspective, l'éducation devrait être l'objet principal du débat. En fait, l'éducation n'est pas seulement un avantage supplémentaire pour la société; mais plutôt un pilier fondamental qui doit être maintenu et développé en raison du fait qu'elle transmet les compétences et les connaissances qui favorisent l'innovation et permettent aux travailleurs de s'adapter aux progrès technologiques, assurant ainsi une croissance économique stable et durable.

Pour sa part, Lucas (1988) estime que le savoir est une propriété concurrentielle pouvant être utilisée de manière exclusive. En effet, les connaissances, acquises par l'éducation, sont incorporées dans les individus sous forme de capital humain. Ce dernier contribue au potentiel productif d'un individu ainsi qu'à sa capacité d'innover. Le modèle de Lucas (1988) fait une distinction claire entre deux secteurs : le secteur de la production, où les individus mobilisent leurs compétences et connaissances pour produire des biens et services, et le secteur de la formation, où ils investissent du temps et des ressources pour développer de nouvelles

compétences, augmentant ainsi la valeur de leur capital humain. De ce fait, ce modèle souligne la relation dynamique entre la production et la formation. En investissant davantage dans la formation et l'éducation, une économie peut accroître la productivité de sa main-d'œuvre, stimuler l'innovation et s'adapter rapidement aux évolutions du marché. C'est pourquoi le capital humain des travailleurs, reflété par leurs compétences et leur éducation, est essentiel pour la croissance et la compétitivité à l'échelle nationale et mondiale.

Tout comme Lucas, Barro (1995) a apporté une contribution notable à la compréhension de la croissance économique en élargissant le sens du concept «capital public». Au lieu de le restreindre à un secteur spécifique, il le considère comme englobant une multitude de facteurs qui peuvent influencer la croissance.

Selon Barro (1995), investir dans le capital public, comme l'éducation et les infrastructures, n'est pas seulement une simple dépense ; au contraire, il a le potentiel d'avoir un impact positif sur l'ensemble de l'économie et peut avoir un effet multiplicateur. En raison de la présence des "externalités positives", cet investissement peut apporter des rendements bien plus élevés à ceux attendus dans le secteur initialement ciblé. Ces avantages indirects non prévus, appelés externalités, ne sont pas directement quantifiés lorsque le premier investissement est effectué, car ils n'étaient pas prévus dans le plan initial. Prenons par exemple l'éducation : quand un pays y investit, il ne forme pas seulement des individus, mais elle construit également une main-d'œuvre qualifiée capable d'innover, d'adopter les technologies les plus récentes et de renforcer la productivité dans divers secteurs.

De même, investir dans la santé des personnes améliore non seulement leur bien-être général, mais augmente également leur productivité au travail, ce qui réduit les absences et les coûts associés aux maladies. Concernant les transports et les infrastructures, leur amélioration facilite le commerce, réduit les coûts de transport et de logistique et stimule l'économie.

D'autre part, en utilisant le modèle de croissance néoclassique que Solow (1956) a développé, Mankiw et al. (1992) ont développé un nouveau modèle de croissance qu'ils ont appelé « modèle de croissance de Solow augmenté ». Comparé à l'ancienne théorie originale de Solow (1956), ce modèle enrichi est plus adapté pour analyser et comprendre les variations de revenus par habitant observées dans le monde entier.

Pour Benhabib et Spiegel (1994), contrairement à Mankiw et al. (1992) qui affirmaient qu'il y avait une forte corrélation entre le capital humain et la croissance économique d'un pays, ils ont perçu les choses différemment. Ils ont remis en question ce lien positif, soulignant ainsi que l'impact du capital humain sur la croissance économique prend deux formes : d'une part, il intervient comme moteur potentiel de croissance selon la terminologie empruntée à la théorie de la croissance endogène, d'autre part, il pourrait aussi agir comme un élément ralentissant la croissance économique.

Dans le même ordre d'idées, Easterly (2001), basé sur des recherches de Benhabib et Spiegel (1994), a également démontré qu'il n'y a pas de lien clair entre le niveau d'éducation et la croissance économique.

La dynamique de la croissance économique a fait l'objet d'analyses rigoureuses de la part de nombreux chercheurs qui se sont efforcés pour comprendre ses principaux moteurs. Par exemple, de nombreuses études pionnières, dont celles de Dollar & Kraay (2004), Acemoglu et al. (2004), Ghali (1999) et Grossman & Helpman (1991), ainsi que le travail pertinent de Chang, Kaltani et Loayza (2005), ont exploré divers déterminants de ce phénomène.

Toutefois, dans un contexte de sous-développement, les difficultés de la reprise économique ne peuvent être imputées exclusivement à des facteurs économiques, mais elles peuvent également être attribuées à des facteurs non-économiques, en particulier la qualité des institutions politiques et économiques. Bien que les recherches sur les effets des institutions aient commencé aux États-Unis à la fin du XIXe siècle, ce n'est que dans les années 1990, avec des économistes tels que Douglass North (1989, 1990), que le thème a été approfondi, et

que l'influence des institutions sur la performance économique a été pleinement reconnue dans son intégralité.

2.2. La nouvelle économie institutionnelle : un tournant dans l'analyse économique.

2.2.1. Qu'est-ce que les institutions ?

Depuis les années 1990, la définition des institutions proposée par Douglass North (1990) demeure pertinente et influente. Elle sert toujours de source d'inspiration pour de nombreux travaux théoriques contemporains.

« Les institutions sont les contraintes établies par les hommes qui structurent les interactions humaines. Elles se composent des contraintes formelles (comme les règles, les lois, les constitutions), de contraintes informelles (comme les normes de comportement, des conventions, des codes de conduite imposés) et des caractéristiques de leur application » (North, 1994, p. 361).

De ce fait, selon North (1999), les institutions, qu'elles soient politiques, sociales ou économiques définissent les motivations derrière les interactions humaines. En outre, leur évolution au fil du temps joue un rôle très important dans la compréhension de la façon dont les sociétés se sont développées tout au long de l'histoire.

Campbell (2004), quant à lui, les institutions sont définies comme un ensemble de règles, à la fois formelles et informelles, accompagnées de mécanismes de contrôle et d'exécution. Elles s'appuient sur des structures de référence qui déterminent le contexte dans lequel les individus, les organisations et les gouvernements interagissent et fonctionnent.

A son tour, Daron Acemoglu (2009), définit institutions comme un ensemble intégré de lois, de règles et de politiques qui affectent les incitations économiques, notamment celles liées à l'investissement dans la technologie, dans le capital physique et dans le capital humain. Cet économiste affirme que les institutions jouent un rôle crucial dans la promotion des trois piliers fondamentaux de l'expansion économique : la technologie, l'infrastructure et les compétences humaines. En effet, ces facteurs établissent un système d'incitations pour ceux souhaitant investir leurs capitaux dans des secteurs clés au développement. C'est pourquoi Acemoglu (2009) met fortement l'accent sur le fait que les institutions, de par leur nature, sont capables d'instaurer un climat de confiance entre divers acteurs économiques.

Inspirés des travaux de Thorstein Veblen (1857-1929) qui considèrent que les institutions correspondent à des "habitudes généralisées d'action", et d'Andrew Schotter (1981) qui les décrit comme "la manière dont le jeu se déroule", Richard Nelson et Bhaven Sampart (2001) considèrent les institutions comme des schémas d'actions récurrentes. En somme, les institutions définissent un cadre de comportements, assimilé à des "technologies sociales" (Dupuis et al. 2001). Autrement dit, ce sont des mécanismes qui façonnent les interactions et les communications au sein de la société. Pour eux, les institutions définissent les "règles du jeu", traduisant les comportements standards adoptés par les individus au sein de la société.

2.2.2. L'émergence du courant institutionnaliste

L'émergence de la théorie institutionnelle a été attribuée à deux courants majeurs. Le premier, souvent qualifié d'institutionnalisme américain traditionnel, est représenté par des penseurs tels que Veblen T. (1857-1929) et Commons J.R. (1862-1945). Le second courant, reconnu comme la nouvelle théorie institutionnelle et qui a attiré un grand nombre de chercheurs, est soutenu par des penseurs emblématiques comme Coase R, Langlois R.N, North D.C et Williamson O.E. Leur réflexion s'est articulée principalement autour des coûts de transaction, de l'efficacité des institutions, ainsi que de l'impact des droits de propriété et des contrats sur les comportements économiques.

Ce courant a connu son apogée dans les années 1920-1930, pendant la mise en place de la

politique économique aux États-Unis associée au programme New Deal. Néanmoins, malgré l'intérêt accordé à l'approche institutionnelle dans ces années, elle n'a pas connu la croissance qu'on lui reconnaît aujourd'hui. Son déclin peut être attribué principalement à deux causes différentes. D'une part, l'un des aspects du problème était que l'institutionnalisme était incohérent, ce qui a entraîné des lacunes dans la recherche menée par les auteurs de cette école de pensée. D'autre part, l'émergence du keynésianisme dans les années 1930 a profondément altéré la montée de l'institutionnalisme dans la pensée économique.

Bien que le keynésianisme et l'institutionnalisme partageaient une critique commune à l'encontre de l'économie néoclassique, les keynésiens avaient un avantage important : ils étaient unis autour d'un objectif clair qui était de trouver des solutions à la crise économique qui s'est produite en 1929. Cette clarté de vision et de but leur a permis de définir leur point de vue comme dominant à l'époque, reléguant ainsi l'institutionnalisme en arrière-plan.

Récemment, l'intérêt renouvelé pour l'analyse institutionnelle en économie a été fortement motivé par les travaux des sociologues. En effet, ils ont joué un rôle déterminant dans la compréhension du comportement des individus et de leur influence sur les décisions économiques. Cette approche sociologique de l'étude des organisations se concentre sur la compréhension du comportement des acteurs économiques ainsi que sur l'efficacité des processus organisationnels. Malgré le fait que les anciennes et les nouvelles versions de la théorie institutionnelle partagent une approche individualiste, elles ont des interprétations très différentes de la façon dont les acteurs économiques se comportent.

- ✓ Le paradigme institutionnel traditionnel combine l'individualisme institutionnalisé et les perspectives globales dans un équilibre égal. Il considère l'économie comme un système intégré qui ne peut être examiné en observant le comportement de ses agents de manière isolée puisque, selon ce point de vue, elle fonctionne comme une seule entité.
- ✓ Quant à la nouvelle théorie institutionnelle, elle repose sur l'approche méthodologique individualiste affirmant que les phénomènes sociaux observés peuvent être expliqués par les interactions et les comportements des agents individuels.

Les études axées sur les institutions sont particulièrement importantes pendant la transition économique qui a eu lieu à la fin des années 1980. En effet, au cours de cette période, de nombreux pays étaient en train de passer de leurs économies d'une structure centralisée à une structure basée sur les marchés. Ce passage a exigé la création de nouvelles institutions ainsi que l'adoption de nouvelles politiques pour faciliter le processus de transition.

Ces études ont permis de procéder à une réévaluation de l'impact des comportements des acteurs économiques sur le développement et la croissance économique d'un pays. De ce fait, l'importance des institutions dans l'explication des différences entre les niveaux de progrès et de développement existant entre les pays a reçu beaucoup d'attention et de considération. Une attention particulière a été accordée aux moyens, dont les structures et les comportements organisationnels, également appelés "efficacité organisationnelle" (Podsakoff et al. (2000), peuvent influencer les voies de développement empruntées par les pays en développement.

L'efficacité d'une organisation, selon la théorie des institutions, est intrinsèquement liée à sa capacité à s'adapter et à se conformer aux normes, aux règles, aux croyances et aux valeurs qui prédominent dans son environnement institutionnel. Dans ce contexte, l'efficacité d'une entité est mesurée non seulement par sa capacité à atteindre ses objectifs internes, mais aussi par le degré de son harmonie avec les exigences et les restrictions du contexte institutionnel dans laquelle elle opère. Par conséquent, pour que les entreprises puissent atteindre leur plein potentiel, elles doivent non seulement bien gérer leurs ressources afin de réduire leurs coûts de transaction et échanger efficacement leurs richesses sur le marché, mais aussi bien avancer efficacement dans les milieux institutionnels dans lequel elles évoluent.

Cependant, en raison d'une information souvent incomplète chez les acteurs économiques, des

conflits peuvent surgir quant à la répartition des richesses. D'où l'importance d'établir des règles de fonctionnement claires pour les marchés, car elles servent de mécanismes de contrôle et de régulation. Ces règles visent à réduire les tensions et à prévenir les conflits qui peuvent naître entre les acteurs économiques à l'occasion de divergences d'intérêts et qui peuvent compromettre la coopération et par conséquent freiner la croissance.

Ces conflits sont souvent traités à travers la logique de la théorie de l'agence, qui stipule que :

« une ou plusieurs personnes (le Principal) engage une autre personne (l'Agent) afin d'agir en son nom et qui implique la délégation d'un droit de décision (autorité) à l'agent » (Jensen et Meckling, 1976, p. 212).

Toutefois, la gestion de ces problèmes peut parfois être abordée de manière unilatérale. Dans ce cas, la partie contractante, souvent représentée par la firme, a la possibilité d'être opportuniste et d'essayer de tirer profit du manque d'informations détenu par son concurrent. Cet opportunisme peut aller jusqu'à tromper l'autre partie en leur fournissant de fausses informations, ce qui est considéré comme une forme de fraude.

Ce type de comportement se produit lorsque l'une des parties engagées dans un contrat tente de dissimuler certains risques spécifiques qu'elle impose à l'autre. Ce phénomène est appelé la « sélection adverse » ou « anti-sélection » (George Akerlof 1970). En raison de cette asymétrie d'informations, dans laquelle une partie possède plus d'informations que l'autre, les ressources peuvent être allouées d'une manière non optimale. Cette situation peut offrir un avantage injustifié pour la partie la mieux informée, lui procurant ce que l'on pourrait appeler une "rente de situation" (G. Akerlof 1970). En conséquence, il est possible qu'à long terme, il y aura une perturbation de l'équilibre du marché ainsi qu'une perte de confiance entre divers acteurs économiques.

Douglas North (1990), s'inscrivant dans le cadre de la « nouvelle théorie institutionnelle », place l'organisation au cœur de la croissance économique. Il affirme que la présence d'un cadre juridique solide et bien défini est essentielle pour garantir une bonne performance économique, et par conséquent, contribuer à l'affectation efficace des ressources et favoriser un climat propice à la croissance économique. Ce cadre ne devrait pas se limiter à une simple structure formelle, mais il devrait comprendre également un ensemble de règles et de normes qui régiront les interactions qui auront lieu entre les différents acteurs économiques. En outre, pour permettre aux parties prenantes de faire confiance aux engagements pris et veiller à ce que tous les contrats et les accords conclus soient respectés de manière rigoureuse, le dit cadre doit être bien conçu pour réduire les coûts, tant administratifs que transactionnels, associés à la mise en œuvre, au suivi et à l'exécution de ces accords.

Ainsi, la croissance économique dépend, selon North (1990), non seulement de la capacité d'une économie à produire efficacement des biens et des services, mais aussi de sa capacité à maintenir une structure institutionnelle stable et solide. Sans ces institutions, une économie, même hautement productive, risque d'être limitée par les coûts de transaction élevés et par le manque de confiance entre ses acteurs, ce qui entrave donc les incitations à l'investissement et réduit la croissance économique. Par conséquent, le niveau optimal de croissance pour North (1990) est atteint par un équilibre entre une productivité élevée et un cadre institutionnel solide. En d'autres termes, bien que la productivité élevée soit indispensable, pour réaliser une croissance constante, elle doit être appuyée par de fortes institutions.

3. Qualité des institutions et croissance économique :

3.1. Revue de la littérature théorique.

La genèse de la recherche sur le rôle des institutions dans le développement économique remonte à John Locke (1632-1704), Adam Smith (1723-1790) et John Stuart Mill (1806-

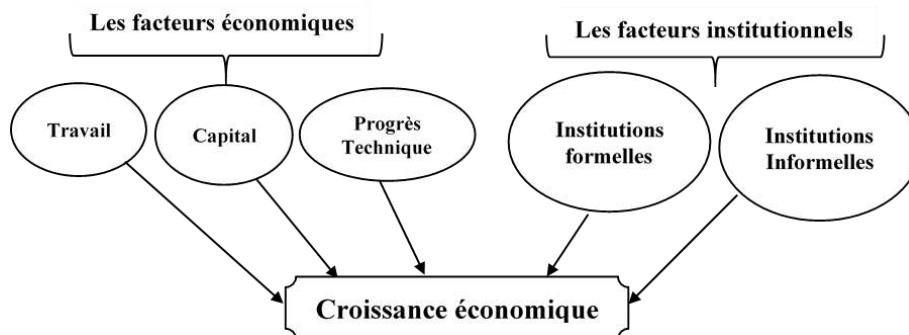
1872), et s'est poursuivie avec Robert Thomas (1766-1834), Arthur Lewis (1915-1991) et Douglass North (1920-1915). Néanmoins, la littérature sur l'importance des institutions dans la dynamique économique n'a commencé à gagner en importance qu'à partir de la seconde moitié du XXe siècle.

Au cours des dernières années, l'importance fondamentale des institutions en tant que moteur de la relance économique a été soulignée par de nombreux chercheurs éminents. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous pouvons citer à titre d'exemple : Wolf et ses al. (1955), North et Thomas (1973), suivi par North lui-même en 1990, Skaperdas (1992), l'équipe de Rodrik en 2004, le travail approfondi d'Acemoglu et al. entre 2001 et 2005, et Greif en 2006, ainsi que les contributions importantes d'Acemoglu, Callego et Robinson en 2010. En s'appuyant sur ces recherches, Acemoglu et Robinson, en 2014, ont avancé une idée fondamentale : les institutions économiques poussent les acteurs du marché à investir dans le capital humain et physique et à s'adapter aux nouvelles technologies, contribuant ainsi à la croissance économique. Pour ces chercheurs, les institutions influencent non seulement la trajectoire de la croissance, mais aussi la manière dont la richesse est distribuée au sein d'une société.

De son côté, North (1990), à travers ses recherches, soulève une question d'une extrême importance sur le rôle des institutions dans la croissance économique et sociale. En effet, il avance que la qualité institutionnelle d'une société influence directement sa capacité à accumuler du capital humain, lequel est constitué essentiellement de compétences, de connaissances et d'expériences des individus.

Ainsi, North (1990) met l'accent sur la relation profonde entre les institutions d'une société et ses ressources humaines. Les institutions solides et efficaces d'un pays peuvent avoir un impact direct sur sa croissance économique, notamment en influençant les aspects fondamentaux tels que le système éducatif. En fait, un système éducatif solide qui est suffisamment financé et efficacement réglementé est bénéfique pour l'atteinte des objectifs escomptés de ce secteur. D'autre part, un système faible ou corrompu pourrait entraver le développement du capital humain.

Le schéma ci-après décrit l'effet des différents facteurs sur la croissance selon North (1990) :



L'éducation et la formation continue, couramment appelées "formation sur le tas" constituent des piliers essentiels du capital humain. Leur efficacité est largement influencée par le contexte institutionnel dans lequel elles s'inscrivent. En outre, un cadre institutionnel solide ne se limite pas à l'éducation, il pourrait faciliter l'accès à la technologie, encourager l'innovation et permettre une adaptation rapide aux contraintes et aux défis de la mondialisation.

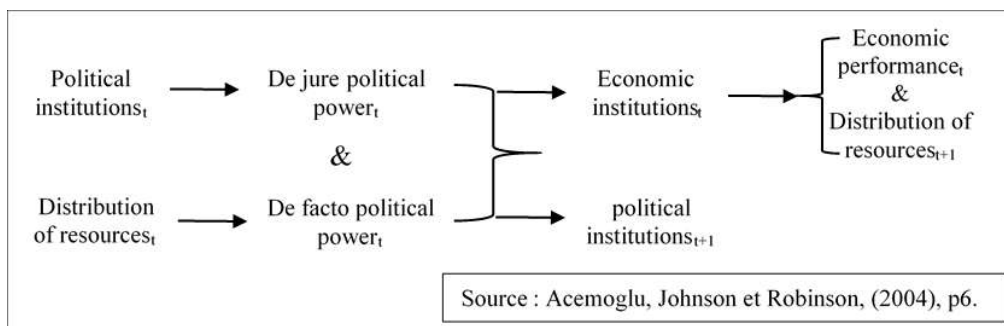
Robert Lucas, dans son étude de 1988, a mis en lumière l'impact considérable du capital social sur le développement économique. Il soutient que le niveau d'éducation moyen, reflet du capital social, est essentiel pour l'accumulation des connaissances et, in fine, la croissance économique. En outre, Lucas (1988) note que le capital humain, par ses externalités positives telles que la baisse de la criminalité, contribue à l'établissement d'institutions plus résilientes, efficaces et performantes. Ces améliorations institutionnelles favorisent alors un accroissement rapide du capital physique entraînant ainsi une accélération de la croissance

économique du pays.

Pour Edward Glaeser et al. (2004), ils démontrent, à travers des données empiriques, que les institutions n'ont qu'un impact secondaire sur la performance économique. Pour eux, ce qui prime réellement, c'est le capital humain et social. En fait, la combinaison de ces deux types de capital donne naissance à des compétences qui sont non seulement productives, mais également essentielles pour la stabilité et le bon fonctionnement des institutions d'une société. Ils soutiennent que le capital humain influe positivement sur les institutions politiques, ce qui, à leurs tours, contribuent à promouvoir la croissance économique.

Par contre, Acemoglu, Johnson et Robinson, (2004) ont conclu que les institutions qui garantissent les droits de propriété sont des moteurs essentiels de la croissance économique à long terme ainsi que de l'investissement et du développement financier. En outre, ils ont remarqué que ces institutions sont le facteur le plus important pour attirer les investissements étrangers directs. Leurs études mettent en évidence le rôle crucial que jouent les institutions en tant que déterminants fondamentaux de la croissance économique soutenue.

Le schéma ci-dessous est une synthèse de leur publication.



Selon ce schéma, à l'instant "t", d'une part, deux variables principales doivent être prises en compte : les institutions politiques et la répartition des ressources, car elles déterminent le développement économique et politique de la société au moment "t+1". D'autre part, les institutions économiques sont influencées par le pouvoir politique, indépendamment du fait que ce pouvoir soit de jure ou de facto. Cependant, au moment "t+1", les institutions politiques sont influencées par des institutions économiques. En outre, ces dernières jouent un rôle important dans la détermination de la performance économique au moment "t", et ont également un impact sur la répartition des ressources au moment «t+1». En résumé, selon Acemoglu et al. (2004), bien que les institutions politiques et la répartition des ressources au sein de la société aient un impact significatif sur les performances économiques, elles demeurent le facteur le plus important dans la détermination l'épanouissement économique global. Cette dynamique illustre la relation qui a existé au cours d'une longue période entre les institutions et la croissance économique.

Plus tard, en avançant dans les études de la croissance, Acemoglu, dans son ouvrage « An Introduction to Modern Economic Growth (2008), a distingué quatre causes fondamentales de la croissance : la culture, la chance, l'environnement naturel et les institutions. Dans ce sens, il a attribué les disparités accrues de richesse économique entre les pays à la nature des institutions présentes dans chaque société. Par exemple, le progrès économique de l'Occident, selon cet économiste, est attribué aux changements institutionnels qui ont eu lieu dans cette région du monde avant la révolution industrielle. De ce fait, il met fortement l'accent sur l'importance des institutions qui non seulement favorise le développement, mais joue un rôle crucial dans l'orientation des sentiers de la croissance économique à long terme.

De même, Cavalcanti, Magalhes, and Tavares (2008) ont déduit que les États dotés d'institutions plus fortes et plus performantes n'augmentent pas seulement leurs investissements dans le capital humain et physique, mais ils utilisent également les ressources

dont ils disposent de manière plus efficace. C'est l'une des raisons qui font que certains pays avancés affichent une productivité par travailleur largement supérieure à celle relevée dans d'autres territoires.

De leur côté, David T. Coe et al. (2009) constatent que les pays dotés d'un climat favorable aux affaires et d'une éducation supérieure de haute qualité tendent à capitaliser davantage sur leurs investissements en R&D et à valoriser leur capital humain. David T. Coe et al. (2009), remarquent également qu'une forte protection des brevets s'aligne avec une productivité totale des facteurs (PTF) renforcée, ainsi qu'avec des rendements croissants en R&D, qu'ils soient d'origine interne ou externes. Les résultats auxquels les chercheurs ont abouti réaffirment l'importance des institutions pour la croissance économique et suggèrent une série de canaux spécifiques par lesquels ces institutions peuvent avoir une influence directe sur la PTF.

A l'instar de Coe et al. (2009), Les chercheurs Joilson Dias et Edinaldo Tebaldi (2012) ont démontré que l'amélioration de la qualité des institutions favorise l'accumulation du capital humain, réduit les inégalités de revenus et redéfinit le chemin historique de développement des nations. Leurs conclusions révèlent que les institutions ont un effet à long terme sur la performance économique et, par conséquent, déterminent la voie que prendra un pays en termes de développement économique. Toutefois, en matière d'influence des systèmes politiques sur la croissance économique, Dias et Tebaldi (2012) ne parviennent pas à établir un lien de causalité direct.

Dans un contexte différent, Tebaldi et Elmslie (2013) démontrent que les structures institutionnelles sont à l'origine en grande partie des écarts relatifs au nombre de brevets déposés par pays. D'après ces auteurs, les politiques orientées vers le marché, la protection des droits de propriété, la lutte contre la corruption et un système judiciaire plus performant favorisent l'innovation dans une économie. D'un autre côté, Tebaldi et al. (2013) insistent sur le fait que l'accumulation de capital humain, sur le long terme, joue un rôle primordial dans l'évolution des institutions.

Pour résumer et après avoir examiné les différents points de vue, nous concluons que, selon la théorie institutionnaliste, la progression économique et historique d'une société dépend non seulement de l'innovation, du capital humain et physique, ainsi que la qualité des infrastructures physiques, mais aussi de la structure et de la qualité de ses institutions (politiques et économiques) présentes dans la société. Par conséquent, un nombre important de chercheurs valorisent plus fortement le rôle que jouent les institutions dans la compréhension des raisons pour lesquelles certaines nations sont en mesure de prospérer et de s'épanouir alors que d'autres font face à des défis économiques persistants.

3.2. Revue de la littérature empirique :

En utilisant l'identification par hétéroscédasticité (IH) sur des données divisées en deux sous échantillons : (i) colonies et non-colonies, et (ii) les continents alignés sur un axe Est-Ouest par rapport à ceux alignés sur un axe Nord-Sud. Rigobon et Rodrik (2005) ont étudié les liens entre les institutions économiques, les institutions politiques, l'ouverture et les niveaux de revenus. Les résultats révèlent que la démocratie et l'État de droit sont tous deux plus favorables à des bonnes performances économiques, mais que l'État de droit a un effet beaucoup plus important sur les revenus. Pour l'ouverture (commerce/PIB), elle a un impact négatif sur les niveaux de revenus et la démocratie, mais un effet positif sur l'État de droit. En fin, les revenus plus élevés produisent une plus grande ouverture et de meilleures institutions, mais ces effets ne sont pas très marqués.

De son côté, Azmat Gani (2011), dans une étude portant sur 84 pays en développement, a analysé, en utilisant la méthode d'estimation des données de panel, l'influence de la gouvernance publique et de la qualité des institutions sur la croissance économique. Ses résultats empiriques indiquent que la stabilité politique et l'efficacité gouvernementale

contribuent de manière positive et significative à la croissance. En outre, Les conclusions de cette étude suggèrent que la dynamique des économies contemporaines oblige les pays en développement de prendre des mesures immédiates pour mettre en place des pratiques de bonne gouvernance qui soient non seulement applicables au niveau national, mais aussi cohérentes et comparables au niveau international.

De même, Aisen et Veiga (2013) ont exploré, en utilisant la méthode des GMM sur un échantillon couvrant 169 pays sur des périodes quinquennales allant de 1960 à 2004, les effets de l'instabilité politique sur la croissance économique dans ces Etats. L'étude révèle que l'instabilité politique ralentit la croissance économique principalement en réduisant la productivité et, de façon moins marquée, l'accumulation de capital humain et physique. En outre, l'homogénéité ethnique et la liberté économique ont toutes deux un impact positif sur la croissance économique selon toujours cet étude. Cependant, elle souligne que la démocratie pourrait ralentir légèrement la croissance économique à long terme.

D'autre part, Marakbi et Turcu (2016) ont exploré les canaux par lesquels la qualité institutionnelle peut influencer le lien entre la corruption et la croissance économique. Pour ce faire, sur un échantillon de 128 pays, développés et en développement, pour la période allant de 1984 à 2012, ils ont développé un modèle de croissance endogène et ont testé ses implications de manière empirique, à travers des modèles de données de panel utilisant la méthode GMM et PSTR (Panel Smooth Threshold Regression). Les résultats révèlent une relation non linéaire entre la corruption et la croissance économique. Premièrement, l'effet de la corruption sur la croissance n'est pas constant. En effet, dans un pays doté d'institutions fortes et efficaces, la corruption pourrait affecter d'une manière moins marquée la croissance. Deuxièmement, l'investissement privé et les dépenses publiques sont deux canaux principaux par lesquels la qualité institutionnelle affecte, de manière positive ou négative, la relation entre la corruption et la croissance économique.

Quant à Giuseppe DiVita (2017), il a exploré, en utilisant les modèles de régression quantile (QRM), comment la complexité des réglementations, un indicateur de la qualité des institutions, affecte le PIB, le revenu par habitant et le taux de croissance des régions italiennes. Les résultats ont révélé que la complexité de la réglementation, en particulier le temps requis pour résoudre les litiges civils, constitue un obstacle à la croissance du PIB régional et au revenu par habitant.

En examinant le développement économique de 192 pays, avec une attention particulière portée à l'Amérique latine, pour la période allant de 1996 à 2015, Vianna et Mollick (2018) ont découvert qu'une hausse de 0,1 point de la qualité institutionnelle entraîne une augmentation de 3,9 % de la production par habitant dans cette région contre un impact de 2,6 % sur le développement mondial. D'autre part, ils affirment que les politiques budgétaires et monétaires seraient plus efficaces si les décideurs donnaient la priorité à des projets qui améliorent la qualité institutionnelle, tels que la transparence, la meilleure gestion des dépenses publiques et la rigueur budgétaire.

Dans un article intitulé «Role of institutional quality in economic development: A case study of Asian countries». Oanh Kim ThiTran et al. (2021) ont analysé l'impact de la qualité institutionnelle sur la croissance économique dans 48 pays d'Asie entre 2005 et 2018. À travers l'application de la régression quantile sur des données en panel. Les résultats montrent l'existence d'un seuil institutionnel au-delà duquel l'impact sur la croissance s'inverse et devient négatif. Par ailleurs, Tran et al. (2021) constatent que la qualité institutionnelle est un facteur clé du développement économique, en particulier, dans les pays asiatiques à faible revenu. D'un autre côté, cette étude révèle que la croissance économique des pays asiatiques est affectée également par l'inflation, la force de travail, l'ouverture commerciale et l'infrastructure. De ce fait, Tran et al. (2021) suggèrent certaines implications politiques pour les pays asiatiques et le Vietnam en particulier, afin de renforcer leurs institutions pour

qu'elles puissent contribuer à stimuler leurs dynamiques économiques.

Par ailleurs, Waqas, Sajid, Attia et al. (2022) explorent la relation entre la qualité institutionnelle et la croissance économique, en mettant l'accent particulièrement sur les pays d'Asie du Sud, incluant le Bhoutan, le Bangladesh, le Népal, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka entre 2002 et 2018. L'analyse des données est effectuée à l'aide d'un modèle [ARDL]. Les conclusions révèlent l'existence d'une corrélation positive et significative entre la croissance économique et les trois indicateurs de gouvernance : le contrôle de la corruption, voix citoyenne et responsabilité et l'état de droit. En outre, tous les pays de l'échantillon présentent des estimations à long terme stable et homogène, mais, leurs vitesses d'ajustement vers l'équilibre à long terme sont différentes.

En utilisant une analyse de régression sur données de panel, Magomed Tashtamirov (2023) examine la relation entre la qualité institutionnelle et le développement économique pour six nations : les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Turquie, la Russie et la Chine. L'analyse s'appuie sur des données provenant des WDI (World Development Indicators) et de la Banque mondiale pour la période 1996-2019. Les résultats montrent que la qualité des institutions, telle que déterminée par la présence de l'État de droit, la capacité du gouvernement à lutter contre la corruption, et l'efficacité de son cadre réglementaire, affecte positivement le développement économique dans ces six pays, bien que l'influence de chaque indicateur diffère d'un pays à l'autre. L'étude révèle également que, si la croissance économique bénéficie de l'investissement et de l'augmentation démographique, l'ouverture commerciale et le capital humain ne jouent qu'un rôle secondaire. Par conséquent, l'amélioration de la qualité institutionnelle et la mise en œuvre des politiques encourageant la croissance démographique et l'investissement devront être une priorité pour les gouvernements qui visent à stimuler le développement économique de leurs pays.

3.3. Institutions et croissance économique dans le contexte africain.

Bien que l'Afrique soit dotée de ressources naturelles abondantes, il affiche une situation économique et sociale fragile et vulnérable aux chocs tant internes qu'externes (Rapport annuel 2023 de la Banque mondiale). En effet, elle demeure l'une des régions les plus pauvres du globe. Sa croissance économique est inférieure à celle de nombreuses autres économies en développement telles que l'Asie de l'Est et l'Amérique latine.

Iheonu et al. (2017) se sont intéressés à l'impact de la qualité institutionnelle sur la performance économique dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest entre 1996 et 2015. Pour ce faire, Iheonu et al. (2017) ont procédé à des estimations à l'aide du modèle à effets fixes, du modèle à effets aléatoires et de la méthode des moindres carrés en deux étapes (2SLS). En tant qu'indicateurs de qualité institutionnelle, les auteurs ont retenu le contrôle de la corruption, l'efficacité gouvernementale, la qualité de la réglementation et l'État de droit, tels que fournis par les Indicateurs de gouvernance mondiale, WGI (2017). Les résultats indiquent que, lorsque les modèles à effet fixe et à effet aléatoire ont été utilisés, chaque indicateur institutionnel examiné contribue positivement et de manière significative à la performance économique de la région. Toutefois, et après avoir pris en compte l'endogénéité en utilisant la méthode 2SLS, seule l'efficacité du gouvernement était significative. L'étude conclut également que les résultats économiques en Afrique de l'Ouest pourraient s'améliorer considérablement en renforçant les institutions et en accordant une attention particulière à l'efficacité gouvernementale.

Dans un article publié en 2019, Oumarou Zallé a analysé les effets des ressources naturelles sur le capital humain et la qualité des institutions sur la croissance économique. Contrairement à la majorité des travaux antérieurs, qui abordent chacun de ces effets mutuels séparément, cet article intègre dans un même modèle les effets interactifs entre les ressources naturelles et les institutions d'une part, et les ressources naturelles et le capital humain d'autre

part. Pour ce faire, Zallé (2019) a utilisé un modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) sur un échantillon de 29 pays, couvrant la période de 2000 à 2015. L'analyse de ces interactions révèle que le renforcement des investissements dans le capital humain et la lutte contre la corruption constituent un mécanisme efficace pour exploiter les ressources naturelles dans les pays africains et, par conséquent, réaliser une croissance économique soutenue.

D'autre part, en utilisant des séries chronologiques annuelles pour la période de 1979 à 2018, et en s'appuyant sur le modèle de croissance néoclassique de Solow-Swan et le Consensus de Washington qui recommande des politiques économiques axées sur la réforme institutionnelle, Abubakar (2020) a étudié l'effet de la qualité institutionnelle sur la croissance économique au Nigeria. À cet effet, il a utilisé la cointégration de Johansen qui a révélé des corrélations à long terme entre les variables, et la méthode des moindres carrés ordinaires (OLS) qui a montré que la croissance économique est positivement influencée par la qualité des institutions, tandis que l'indice de gouvernance efficace semble avoir un effet positif, mais non significatif sur l'économie. Par ailleurs, les résultats indiquent que la croissance économique réagit de manière contrastée aux variations des investissements domestiques et des investissements directs étrangers et que le modèle économique prendrait 34 % de temps pour revenir à l'équilibre à long terme après un choc. Finalement, l'étude confirme le rôle crucial des institutions de qualité pour le bon fonctionnement des secteurs privé et public, élément clé pour impulser le développement économique au Nigeria.

Suivant la même logique, Dickson, Wafula, et Samuel (2021) ont analysé l'effet de la qualité institutionnelle sur le développement économique des pays d'Afrique subsaharienne de 2006 à 2018 en utilisant la méthode des moments généralisée (MGM) en deux étapes. Les résultats montrent qu'une amélioration de la qualité institutionnelle pourrait avoir un impact significatif et positif sur l'économie de ces pays. Il ressort également que cet impact varie en fonction de la situation géographique et selon le niveau de richesse de chaque pays de la région. Par conséquent, Les pays d'Afrique subsaharienne doivent s'efforcer de renforcer les institutions qui élargissent l'espace démocratique, accroissent les libertés civiles et encouragent la participation des citoyens au programme de développement durable.

Parallèlement aux conclusions de Dickson et al. (2021), CABRAL François Joseph et al. (2023) ont analysé, dans un article intitulé : IDE et croissance économique en Afrique : le rôle de la qualité des institutions, l'effet de la qualité institutionnelle sur la relation entre les (IDE) et la croissance économique en Afrique. Un modèle ARDL (Autoregressive distributed lag) a été estimé par le Pool Mean Group (PMG) pour la période 2002-2020 sur la base d'un échantillon de 30 pays différents. Les résultats montrent qu'à long terme, la qualité des institutions influence de manière positive et significative la relation IDE-croissance économique. Par conséquent, pour renforcer cette relation, les gouvernements des pays africains doivent s'employer à renforcer les indicateurs tels que, la liberté d'expression, l'État de droit, la qualité de la régulation et la stabilité politique afin d'améliorer l'efficacité et la qualité de leurs institutions.

4. Conclusion.

La question de savoir pourquoi certains pays jouissent de revenus plus élevés que d'autres demeure une préoccupation centrale pour les chercheurs. Les théories néoclassiques de la croissance attribuent ce phénomène à des facteurs tels que la productivité totale des facteurs, ainsi que le capital physique et humain. Néanmoins, le débat s'est élargi pour comprendre l'importance de la qualité des politiques et des mécanismes incitatifs qui encouragent l'accumulation de capital et l'innovation. Plus récemment, il est devenu évident que le cadre institutionnel qui sous-tend ces politiques et incitations est crucial pour expliquer les variations de croissance et de développement économiques, comme le démontrent Acemoglu

& Robinson (2014). Aujourd'hui, un nombre croissant de chercheurs, décideurs et spécialistes du développement se sont concentrés sur l'importance des institutions dans la performance économique.

Malgré le fait qu'un grand nombre d'études ont montré une corrélation positive entre la qualité des institutions et la performance économique, un autre point de vue suggère que ces structures constituent le socle de la croissance économique et des écarts de développement qui existent entre les pays. Ainsi, le lien entre le changement institutionnel et la croissance économique pourrait être plus complexe qu'on ne le pensait auparavant, et qu'il pourrait ne pas être aussi simple que les conclusions des premières études le suggèrent.

Ce manque de consensus peut s'expliquer par les différences méthodologiques entre les études ainsi que par le large éventail d'approches prises pour définir et mesurer la qualité institutionnelle, car, l'évaluation institutionnelle est compliquée par le fait que les différents pays ont des environnements culturels, économiques et politiques différents. De plus, les institutions, étant des concepts abstraits, ne sont ni directement observables ni quantifiables. Par conséquent, il est difficile de déterminer si de bonnes institutions favorisent la croissance ou si une croissance soutenue conduit à l'amélioration institutionnelle. En raison de ces incertitudes et de l'absence d'un consensus tranché, il est nécessaire de poursuivre les recherches afin de mieux cerner le rôle des institutions et de comprendre comment elles peuvent potentiellement stimuler la croissance économique.

Références :

- (1). Abubakar, S. (2020). Institutional quality and economic growth: Evidence from Nigeria. *African Journal of Economic Review*, 8(1). <https://www.ajol.info/index.php/ajer/article/view/192194>.
- (2). Acemoglu, D. & A. Robinson, J. (2010). Why Africa is Poor ?. *Economic History of Developing Countries*, 25(1), 21–50. doi: 10.1080/20780389.2010.505010.
- (3). Acemoglu, D. & Robinson, J. (2010). The Role of Institutions in Growth and Development. *Review of Economics and Institutions*, 1(2), 1-33. doi: 10.5202/rei.v1i2.1.
- (4). Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, J. A. (2005). Institutions As a Fundamental Cause of Long-Run Growth, in Durlauf, P. A. & S. N. (ed.) *Handbook of Economic Growth*. 386–472. doi: 10.1016/S1574-0684(05)01006-3.
- (5). Andreas Bergh, Irina Mirkina & Therese Nilsson (2014) Globalization and Institutional Quality—A Panel Data Analysis, *Oxford Development Studies*, 42:3, 365-394, DOI: 10.1080/13600818.2014.884555.
- (6). Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross-section of countries, *Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 407-443.
- (7). Batuo, M. E. & Fabro, G. (2009). Economic Development, Institutional Quality and Regional integration: Evidence from Africa Countries. MPRA paper (19069).
- (8). Chala Amante Abate (2022) The relationship between aid and economic growth of developing countries: Does institutional quality and economic freedom matter?, *Cogent Economics & Finance*, 10:1, DOI: 10.1080/23322039.2022.2062092.
- (9). Chang, H. (2011). Institutions and economic development: theory, policy and history. *Journal of Institutional Economics*, 7(4), 473–498. doi: 10.1017/S1744137410000378.
- (10). Dalila NICET-CHENAF & Ines TROJETTE, 2019. "Introduction - Le rôle des institutions dans la croissance économique en Afrique," *Region et Développement*, N° 50-2019, LEAD, Université du Sud - Toulon Var, vol. 50, pages 5-13.

- (11). David T. Coe & Elhanan Helpman & Alexander W. Hoffmaister, 2008. "International R&D Spillovers and Institutions," NBER Working Papers 14069, National Bureau of Economic Research, Inc.
- (12). DiVita, Giuseppe, Political Corruption and Legislative Complexity: A Macroeconomic Analysis (January 8, 2017). Paper presented at the Annual Meeting of American Economic Association, Chicago (IL) January 6-8, 2017, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2911483> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2911483>.
- (13). E. L. Glaeser and R. E. Saks, "Corruption in America," SSRN Electron. J., p. 2005, 2005, doi: 10.2139/ssrn.599042.
- (14). Effiong, E. (2015). The Role of Institutions and Governance on Economic Performance in Selected sub-Saharan African Countries. M.Sc Dissertation. Department of Economics, Faculty of The Social Sciences, University of Nigeria, Nsukka.
- (15). Eicher, T. & Leukert, A. (2006). Institutions and Economic Performance: Endogeneity and Parameter Heterogeneity. Munich Discussion Paper, No. 2006-5. Available at: <http://epub.ub.uni-muenchen.de/775/>.
- (16). Fabrice NGUEGANG & Luc NEMBOT NDEFFO & Germain NDJIEUNDE, 2019. "L'effet de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne : le rôle des institutions," Region et Developpement, LEAD, Université du Sud - Toulon Var, vol. 50, pages 45-65.
- (17). Fabro, G. & Aixalá, J. (2009). Economic Growth and Institutional Quality: Global and Income-Level Analyses. Journal of Economic Issue, 43(4), 997–1023. doi: 10.2753/JEI002.
- (18). Fatma Mrad & Nourhen Bouaziz, 2018. "Les effets de la qualité des institutions sur l'innovation. Analyse à l'échelle macroéconomique des pays," Innovations, De Boeck Université, vol. 0(3), pages 137-164.
- (19). Fayissa, B. & Nsiah, C. (2013). The Impact of Governance on Economic Growth in Africa The Impact of Governance On. The Journal of Developing Areas, 47(1), 91–108. doi: <https://doi.org/10.1353/jda.2013.0009>.
- (20). Idrissa Yaya Diandy & Alioune Badara Seck, 2021. "Infrastructures physiques et croissance économique en Afrique de l'Ouest: Le rôle des institutions," African Development Review, African Development Bank, vol. 33(1), pages 154-165, March.
- (21). Kaufmann, D., Kraay, A. & Mastruzzi, M. (2011). The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues. Hague Journal on the Rule of Law, 3(2), 220–246. doi: 10.1017/S1876404511200046.
- (22). Kharisma, B., Wardhana, A., & Sofyan, M. N. F. (2022). Do Institutions Cause Growth? Evidence from Asian Countries. Jurnal Ekonomi & Studi Pembangunan, 23(1), 51-65.
- (23). Kilishi, A. A., Mobolaji, H. I. & Yaru, M. A. (2013). Institutions and Economic Performance in Sub-Saharan Africa: A Dynamic Panel Data Analysis. Journal of African Development, 15(2), 91–120.
- (24). Knack, S., & Keefer, P. (1995). Institutions and economic performance: Cross-Country tests using alternative institutional measures. Economics & Politics, 7(3), 207–227. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0343.1995.tb00111.x> ;
- (25). Law, S. H., Azman-Saini, W. N. W. & Ibrahim, M. H. (2013). Institutional quality thresholds and the finance-growth nexus. Journal of Banking and Finance, 37(12): 5373-5381. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2013.03.011>.
- (26). Mankiw N. G., D. Romer and D. N. Weil (1992), « A contribution to the Empirics of Economic Growth Quarterly », Journal of Economics.

- (27). Marakbi, R., Turcu, C., & Villieu, P. (2019). Institutions' impact on the corruption-growth nexus: Nonlinearities and transmission channels. *Macroeconomic Dynamics*. Advance online publication. <https://doi.org/10.1017/S1365100519000452>
- (28). Martial Foucault. 2010 *Institutions, croissance économique et dépenses publiques*, Le Québec économique. Chapitre 12, p 256.
- (29). Mehmood, W., Mohy Ul Din, S., Aman-Ullah, A., Khan, A. B., & Fareed, M. (2022). Institutional quality and economic growth: Evidence from South-Asian countries. *Journal of Public Affairs*, e2824. <https://doi.org/10.1002/pa.2824>.
- (30). Mtiraoui, Abderraouf, 2015. "Qualité institutionnelle et Croissance économique : Application sur données de Panel dynamique (GMM)," MPRA Paper 61748, University Library of Munich, Germany.
- (31). Nawaz, S., Iqbal, N. & Khan, M. (2014). The impact of institutional quality on economic growth: panel evidence, *The Pakistan Development Review* 53(1), 15-31.
- (32). North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance (Political economy of institutions and decisions)*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511808678>.
- (33). Oanh Kim Thi Tran, Hac Dinh Le and Anh Hong Viet Nguyen (2021). Role of institutional quality in economic development: A case study of Asian countries. *Problems and Perspectives in Management*, 19(2), 357-369.
- (34). Ogbuabor, J.E., Orji, A., Manasseh, C.O. et al. Institutional Quality and Growth in West Africa: What Happened after the Great Recession?. *Int Adv Econ Res* 26, 343–361 (2020). <https://doi.org/10.1007/s11294-020-09805-0>.
- (35). Olanrewaju, G. O., Aremo, A. G., & Binuyo, B. O. (2020). Inclusive Growth Effects of Institutional Quality in Nigeria. *European Scientific Journal*, ESJ, 16 (1), 85. <https://doi.org/10.19044/esj.2020.v16n1p85>.
- (36). Osman, R. H., Alexiou, C. & Tsaliki, P. (2011). The role of institutions in economic development. *International Journal of Social Economics*, 39(1/2), 142–160. doi:10.1108/03068291211188910.
- (37). Philip C. Omoke & Silva Opuala–Charles | Mariam Camarero (Reviewing editor) (2021) Trade openness and economic growth nexus: Exploring the role of institutional quality in Nigeria, *Cogent Economics & Finance*, 9:1, DOI:10.1080/23322039.2020.1868686.
- (38). Radzeviča, A. M., Bulderberga, K., & Krasnopjorovs, O. (2018). The role of institutional quality in economic growth: implications for the Baltic States. Unpublished Thesis in Stockholm School of Economics, SSE RIGA.
- (39). Rodrik, D, Subramanian, A. & Trebbi, F. (2004). Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development. *Journal of Economic Growth*, 9(2), 131-165.
- (40). Sali, A. M. (2022). Institutional Quality and Economic Growth in Cameroon: An Application of the ARDL Approach. *Euro Economica*, 41(1), 17-37.
- (41). Sébastien Lechevalier, « Des relations entre institutions et performances économiques », *Histoire & mesure*, XXX-1 | 2015, 135-162. Consulté le 02 novembre 2023. URL : <http://histoiremesure.revues.org/5199> ; DOI : 10.4000/histoire mesure.5199.
- (42). Singh, B. P., & Pradhan, K. C. (2022). Institutional quality and economic performance in South Asia. *Journal of Public Affairs*, 22(1), e2401.
- (43). Tiago Cavalcanti, André Magalhães, José Tavares. Institutions and economic development in Brazil. *Quarterly Review of Economics and Finance* , volume 48 , issue 2 , p. 412 - 432 Posted: 2008.
- (44). Uddin, Ijaz., Khan, M. A., Tariq, M., Khan, F., & Malik, Z. K. (2023). Revisiting the determinants of life expectancy in Asia—Exploring the role of institutional quality,

- financial development, and environmental degradation. *Environment, Development and Sustainability*, 1-21.
- (45). Wandeda D.O., Masai W. & Nyandemo S.M. (2021). The Efficiency of Public Spending in Sub-Saharan Africa. *European Scientific Journal*, ESJ, 17(19), 173. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n19p173>.
- (46). YUBI POUÉPI L.A. & CABRAL F.J. (2023) « IDE et croissance économique en Afrique: le rôle de la qualité des institutions », *Revue Française d'Economie et de Gestion* « Volume 4: Numéro 8 » pp : 256 - 275.